

PRISE DE PAROLE MANIFESTATION DU 12/12/2012

Tout d'abord, je tiens à remercier toutes celles et tous ceux qui sont venus soutenir aujourd'hui les salariés des ex entreprises VALCO.

Les salariés des autres entreprises du canton Baralbin et plus largement du département, les diverses responsables syndicaux et politiques.

Ce n'est malheureusement pas la première fois que nous sommes amenés à organiser ce type de rassemblement et de manifestation pour la défense des emplois de cette entreprise.

Nous avons été confrontés par le passé à nombres de plan de licenciement, le dernier datant de 2009.

Pourtant, chaque fois la situation dans laquelle se trouve l'entreprise est pire que la précédente.

En 2009 les suppressions de postes avaient pour but principale de récupérer de la trésorerie et la lutte des salarié, avec la CGT, avait permis de limiter ces réductions d'effectifs à des seuls départ volontaires, même s'il est vrai, comme je l'ai dit, cela reste des suppressions de postes.

Aujourd'hui la situation est plus grave; les commandes font des chutes vertigineuses, les pertes sont abyssales.

ATMOSPHERES INTERIORS 196 salariés (les canapés) enregistre une perte de 12 millions d'euros, elle était de 10 millions le mois dernier, 8 millions le mois d'avant, c'est en moyenne une perte mensuelle de 2 millions d'euros.

Si pour cette entreprise on ne parle pas encore de plan de licenciements, pour autant, elle est en redressement judiciaire, avec une période d'observation jusqu'en avril 2013 et une estimation de l'évolution de la situation par le tribunal tous les deux mois.

Les actionnaires cherchent également un repreneur pour cette entreprise et c'est pourquoi vous avez pu voir aux entrées de la ville des panneaux annonçant « usine à vendre ». (S'il y en a parmi vous qui sont intéressés...)

Nous ne sommes pas dupe de la manœuvre, personne ne va se porter acquéreur d'une entreprise avec un tel taux d'endettement mais cela permettra, après décision du tribunal, aux actionnaires actuels de racheter à l'euro symbolique, d'effacer les dettes, de réduire le personnel et de poursuivre une **petite** activité de fabrication de canapés.

LATFOAM (les banquettes) arrivera tout juste à l'équilibre à la fin de l'année, c'est la raison pour laquelle cette société n'a pas été mise en redressement judiciaire.

Mais si du personnel n'était pas employé sur d'autres sociétés du site ou ne faisait pas de la sous-traitance pour d'autres entreprises du groupe, on peut estimer le sur effectif à 40 salariés sur 95.

Pour les deux autres sociétés, LOGIBAR (expéditions) et CIPAL (matelas), leur avenir est étroitement lié à l'existence des autres.

C'est donc bien tout le site de BAR SUR AUBE qui est en danger.

Jamais nous n'avons connu une situation aussi dramatique, jamais depuis la création de cette entreprise qui s'appelait à l'époque « LA FINITION DU SIEGE », nous n'avons connu une situation qui nécessite la mise en liquidation judiciaire.

Jamais le groupe CAUVAL n'avais été en incapacité de payer les salaires d'une partie du personnel.

C'est pourtant parce que le groupe ne pouvait pas payer les salaires de novembre que la société O.C. MANAGEMENT, qui est une entreprise de service, a été mise en liquidation judiciaire.

A ce jour nous n'avons touché que 10 jours de salaire. Le solde devrait nous être versé dans la semaine.

Nous aurons demain une réunion du Comité d'Établissement ou nous sera présenté le PSE.

Nous ne nous faisons aucune illusion, les mesures qui vont nous être proposées risquent d'être dramatiques pour nombre de salariés, même si déjà beaucoup se sont portés volontaires pour un départ anticipé.

La situation de cette entreprise est telle que nous ne pouvons exclure qu'il y est des licenciements secs, même si des reclassements seront proposés à certains salariés, il nous paraît difficile de proposer des postes de travail dans des entreprises qui perdent déjà de l'argent.

Une nouvelle fois ce sont les salariés qui vont faire les frais des choix stratégique des actionnaires.

Une nouvelle fois ce sont les salariés qui vont payer la politique commerciale des donneurs d'ordre que sont CONFORAMA et BUT.

Les industriels du meuble ont fait le choix de laisser seule la distribution du meuble orienter les techniques de vente mais aussi de fabrication.

Ils n'avaient d'autres soucis que de se livrer une guerre sans merci qui conduit aujourd'hui à l'effondrement complet de l'industrie du meuble en France et plus particulièrement du siège bas de gamme.

Messieurs les patrons, vous pouvez être fiers du résultat CAPDEVIELLE, liquidé.
PARISOT SIEGE, liquidé

Et bientôt les ex VALCO, liquidés

Au nom de cette concurrence aveugle et stupide, au nom de l'appât du gain, ce sont des familles entières, des régions entières que vous détruisez.

En délocalisant les entreprises dans des pays à faible coût de main d'œuvre ce ne sont pas des emplois en France que vous sauvez, ce sont vos coffres forts que vous remplissez.

Les ex VALCO n'acceptent pas cette situation, les ex VALCO ne se laisseront pas jeter à la rue sans se battre.

Nous ne voulons pas rejoindre les 8 millions de pauvres que compte la France.

Nous ne voulons pas devenir des assistés.

Nous voulons rester des salariés, travaillés pour gagner dignement notre pain et non pas mendier aux restos du cœur ou à la soupe populaire.

Nous ne voulons pas grossir les effectifs d'une des plus grosse entreprise du service public, je veux dire par là «POLE EMPLOIS »

Et même si symboliquement nous allons poser la première pierre de cet édifice

Nous voulons ne jamais y mettre les pieds.

Messieurs les actionnaires du groupe CAUVAL, c'est vous qui nous avez mis dans cette galère, c'est à vous de nous en sortir.

Vous en avez les moyens, c'est à vous aujourd'hui de mettre la main à la poche.

Nous, nous avons déjà tout donné pour cette entreprise, **notre sueur, notre sang, notre santé,** Nous n'avons rien d'autre à offrir que notre volonté et notre force de travail.

Mais nous allons nous battre pour qu'aucun licenciement sec ne soit prononcé.

Oui nous allons nous battre car votre stratégie met en péril l'ensemble du site et les 650 emplois qui existent encore.

Messieurs les actionnaires, nous ne vous laisserons pas seuls décider de notre avenir.

Nous sommes et resterons mobilisés, avec toutes celles et tous ceux qui ne veulent pas voir mourir VALCO, qui ne veulent pas voir mourir BAR SUR AUBE.